

**Séance publique du 15 décembre 2022
à 18h**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-209

Finances

Budget primitif 2023

Budget général

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **9 décembre 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Christine Aranéo - Jean-Jacques Banchet - Pierre Barnet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Jean-Paul Bourlière (*suppléant de Patricia Goutorbe*) - Romain Bost - Michelle Bouchet - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Marie-Christine Bravo - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Christine Chevillard - Pierre Coissard - Patrick Collet - Sandra Creuzet-Taite - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - David Dozance - Christian Dupuis - Itidil Fadhloun Barboura - Daniel Fréchet - Marie-Françoise Gaume - Gilles Goutaudier - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Patrick Meunier - Véronique Mouiller - Nabih Nejjar - Yves Nicolin - Mahdi Nouibat - Gilles Passot - Yves Perrin - Philippe Perron - Jade Petit - Marcel Peuillon - Eric Peyron - Christophe Pion - Serge Pralas - Stéphane Raphaël - Marie-Hélène Riamon - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Isabelle Valcourt - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	62
Pouvoirs	14
Pour	72
Contre	4
Abstention	0

Certifié exécutoire	19/12/2022
Reçu en Préfecture	19/12/2022
Publié	19/12/2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Jean-Marc Ambroise			Christian Dupuis
Marcel Augier			Guy Lafay
Jean-Yves Boire	X		
Yves Chambost	X		
Aimé Combaret	X		
Jean-Marc Detour			Marie-Laure Dana Burnichon
Christian Dorange			Maryvonne Loughraieb
Catherine Dufossé			Catherine Brun
Jacky Geneste	X		
Annie Gerenton			Jean-Luc Mardeuil
Patricia Goutorbe		Jean-Paul Bourlière	
Quentin Guillermin			Romain Bost
Fabien Lambert			Jade Petit
Hélène Lapalus			Gilles Passot
Christelle Lattat			Philippe Perron
Franck Maupetit	X		
Lucien Murzi			Edmond Bourgeon
Pascal Muzart	X		
Didier Prunet			Laurence Boyer
Vickie Redeuilh			Jean-Jacques Banchet
Sophie Rotkopf			Clotilde Brun
Jean Smith	X		

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Alain Rossetti.

RAPPORT SUR LE BUDGET CONSOLIDE
--

Les inscriptions budgétaires traduisent les orientations stratégiques de la collectivité pour 2023 :

- Soutenir l'emploi et le tissu économique ;
- Poursuivre la transition énergétique ;
- Moderniser la collecte des déchets ;
- Favoriser l'attractivité du territoire.

Le débat sur les orientations budgétaires du 24 novembre 2022 a souligné le fort degré d'instabilité macroéconomique avec lequel le budget primitif 2023 doit composer. Les hypothèses fondant le BP 2023 sont issues du projet de loi de finances pour 2023, notamment en ce qui concerne les simulations fiscales.

Tous budgets confondus, les dépenses et recettes réelles s'établissent à 129,3 M€, contre 121,5 M€ en 2022 (hors écritures d'ordre, de stocks et les doubles comptes résultant de mouvements entre budgets).

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 8,1% (+7 M€) par rapport au budget 2022 en raison de :

- La réorganisation de la collecte des déchets ménagers (+ 1 M€ pour les marchés) et l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes (+0,7 M€ pour la contribution au SEEDR) ;
- L'inflation, en particulier celle des fluides (+2,4 M€ pour le carburant, gaz, électricité et l'indexation de la délégation de service public des transports) ;
- L'augmentation de la masse salariale (+1,5 M€ pour l'augmentation du point d'indice, le glissement vieillesse technicité, les nouveaux services mutualisés...).

Les recettes réelles de fonctionnement sont en hausse de 7,6 % (+7,4 M€), en particulier du fait de :

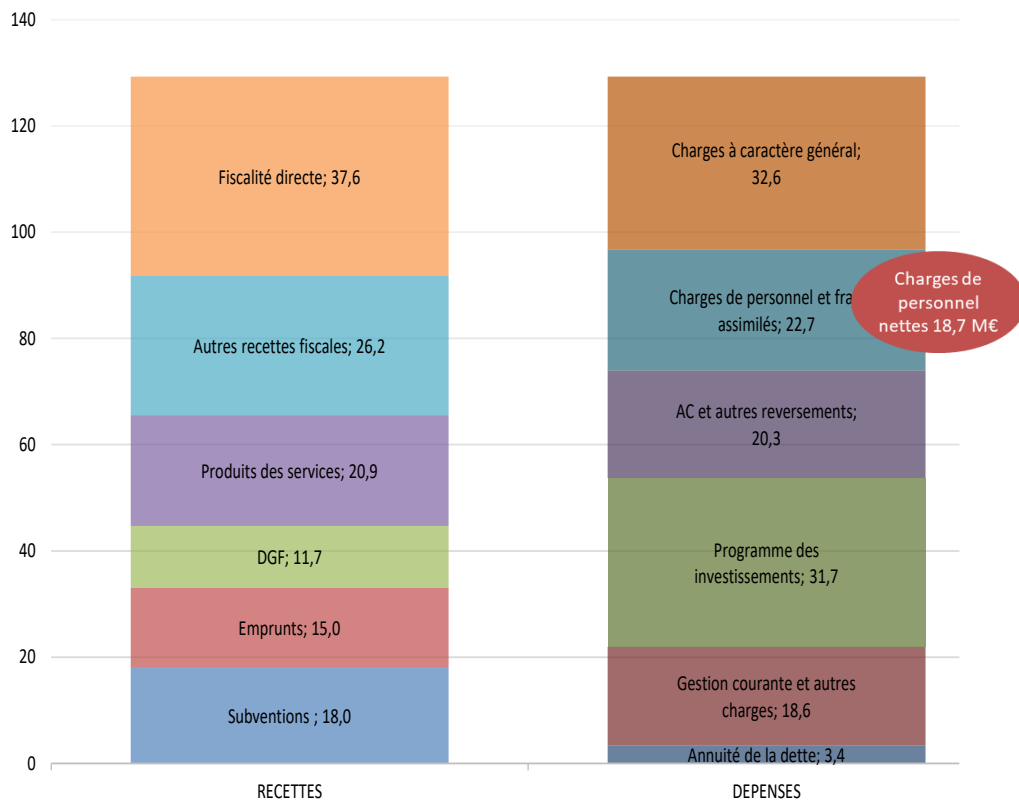
- La revalorisation mécanique des bases fiscales, et de la dynamique du tissu économique local et de la consommation nationale ;
- L'augmentation des recettes liées aux services (entrées de piscines, transports, revente des déchets triés ...)
- La subvention exceptionnelle de l'ADEME liée à la réorganisation de la collecte des déchets ménagers
- L'augmentation des refacturations pour les services mutualisés

Les investissements augmentent de 2,6% (+0,8 M€), avec 31,7 M€ de dépenses réelles prévues dont :

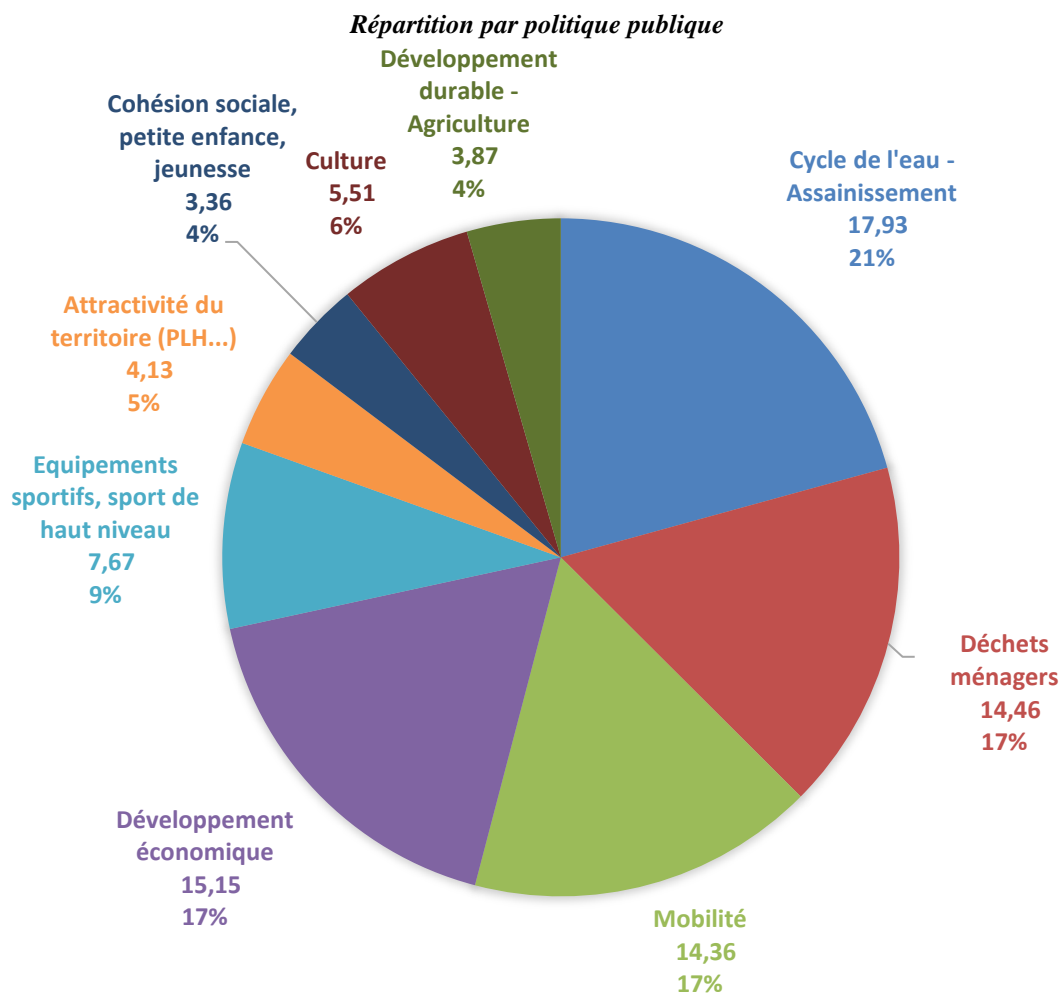
- 8 M€ au budget annexe assainissement ;
- 3 M€ de viabilisation des lots de la zone d'extension de Valmy ;
- 4,6 M€ de travaux à l'aéroport (dévoisement de la route et réfection de la piste) ;
- 1 M€ pour l'amélioration de l'habitat ;
- 1,9 M€ pour le centre aquatique ;
- 1,1 M€ pour le parc agroalimentaire ;
- 2,4 M€ pour la fin de la réorganisation des déchets ménagers ;
- 3,2 M€ pour la mise en place de la flotte de bus électrique ;
- 0,7 M€ pour le développement de l'énergie renouvelable (photovoltaïque, géothermie) ;
- 0,7 M€ pour l'amélioration de l'isolation du bâtiment helvétique.

Afin d'équilibrer le budget, un emprunt d'équilibre de 15 M€ est prévu (13,2 M€ en 2022). Le montant réel d'emprunt sera recalculé au moment de l'établissement et de l'affectation des résultats 2022.

Répartition des inscriptions des opérations réelles par nature



Par nature, les principales variations portent sur les charges à caractère général (+12%, soit 3,5 M€), la masse salariale (en net dépenses-recettes : +5%, soit 1 M€). Ces progressions de dépenses sont financées par le dynamisme de la fiscalité, qu'elle soit directe (TF, CVAE, CFE, TEOM...) ou autre (fraction de TVA, VM).



Quatre politiques publiques représentent près de 37% des dépenses réelles : cycle de l'eau (assainissement et contributions pour les compétences eaux pluviales, GEMA et PI), déchets ménagers, mobilité et développement économique.

Entre 2022 et 2023, les principales variations portent sur :

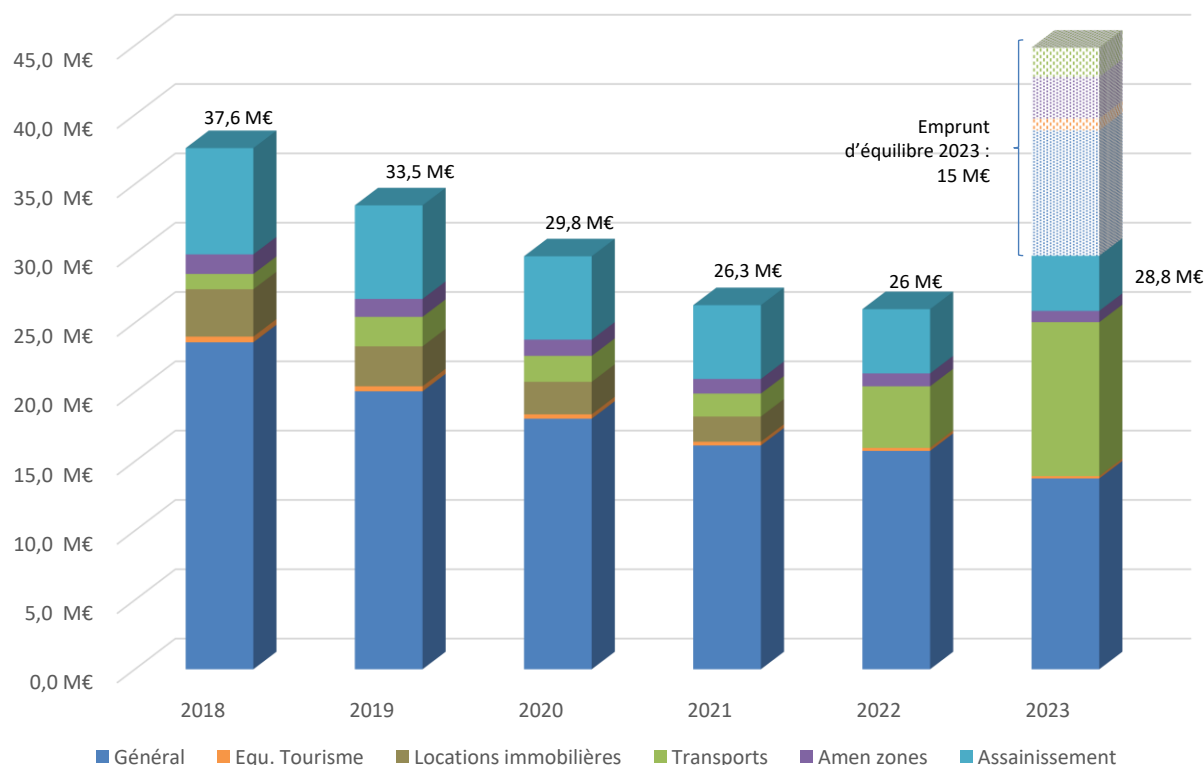
- La compétence développement économique (+5,6 M€), notamment du fait des travaux prévus sur la zone de Valmy (3,4M€) ;
- La compétence mobilité (+1 M€), du fait de l'accélération prévue pour les acquisitions de bus électriques et de l'impact de l'inflation sur le coût de la DSP ;
- La compétence équipements sportifs et sport de haut niveau (-1 M€), avec la fin de l'opération de déconstruction de la piscine du Coteau ;
- La compétence déchets ménagers (-2 M€), du fait de la réalisation de gros investissements sur 2022 (achat de bacs dans le cadre de la réforme de la collecte) ;

Les 43 M€ d'opérations réelles hors politique publique recouvrent :

- La contribution au SDIS 42 : 4,2 M€ (+2% par rapport à 2022) ;
- L'attribution de compensation versée aux communes : 17,9 M€ (stable par rapport à 2022) ;
- Les services transversaux et mutualisés : 15,4 M€ ;
- Le remboursement de l'emprunt : 3,2 M€ ;
- Les reversements de fiscalité (FNGIR ET FPIC) : 2,3 M€ (stable).

Evolution de la dette

Par rapport à 2022, l'encours global de la dette augmente par la souscription d'un contrat de 10 M€ sur le budget transport pour financer la mise en place des bus électriques.



LES PRINCIPAUX ELEMENTS A RETENIR CONCERNANT LE BUDGET GENERAL 2023

Le budget général de Roannais Agglomération est présenté en équilibre à 22,8 M€ en investissement et à 83,8 M€ en fonctionnement.

Les recettes de fonctionnement 2023 reflètent :

- L'augmentation des recettes fiscales (+2,9 M€), du fait de la revalorisation mécanique des bases (pour mémoire, la revalorisation des bases fiscales est indexée à l'inflation) et de l'augmentation de la fraction de TVA pour compensation de la TH (les hypothèses de croissance de la consommation nationale sont calées sur le projet de loi de finances pour 2023) ;
- La poursuite de la baisse de la DGF (-166 k€) ;

- L'augmentation des produits des services et de gestion courante (+1,6 M€), du fait de l'augmentation des prix des matières premières, de nouvelles refacturations de mises à disposition et de l'augmentation de la fréquentation des équipements.

Les dépenses de fonctionnement sont marquées par :

- L'augmentation du prix des fluides,
- Les coûts induits par la réorganisation de la collecte des déchets et la progression rapide de la taxe générale sur les activités polluantes
- L'augmentation de la participation au SDIS ;

Au total, les charges générales et courantes augmentent ainsi de 3,3 M€.

- L'augmentation de la masse salariale (+1,5 M€) du fait du point d'indice, des nouveaux postes et du GVT. L'augmentation des dépenses est à mettre en relation avec les recettes de masse salariale en augmentation aussi de 0,6 M€. La masse salariale nette est en augmentation de 887 k€ soit +5% ;
- La stabilité des atténuations de produits, en particulier des attributions de compensation versées aux communes ;

Les dépenses d'équipement du budget général s'élèvent à 12,8 M€, dont :

- Réorganisation de la collecte des déchets ménagers (2,4 M€) ;
- Centre aqualudique (1,9 M€) ;
- Maintenance et amélioration de bâtiments publics (1,8 M€)
- Plan local de l'habitat (1 M€) ;
- Parc agroalimentaire (1 M€) ;
- Avance en compte courant d'associés pour les projets de géothermiques et photovoltaïques (0,8M€) ;
- Acquisition de matériels informatiques (0,8 M€).

La capacité d'autofinancement est la part dégagée sur la section de fonctionnement permettant de financer les investissements (soit virement à la section de fonctionnement + amortissements). Elle s'élève à 6,6 M€ en 2023.

DETAIL DES ECRITURES DU BUDGET PRIMITIF

1. Dépenses de fonctionnement : 83 838 k€

1.1. Charges à caractère général : 14 903 k€ (+1 804 k€, soit +13,8% / 2022)

Ce chapitre permet de financer tous les achats de fournitures et prestations liés à l'activité générale des services. On trouve en particulier les achats de fluides, les dépenses liées au patrimoine et les contrats de services.

Les dépenses des fluides : 2 970 k€ (1 531 k€ en 2022)

- Electricité	1 803 k€
- Gaz et combustibles	512 k€
- Carburant	425 k€
- Eau	230 k€

Les dépenses relatives au patrimoine : 3 682 k€ (3 541 k€ en 2022)

L'augmentation par rapport à 2022 s'explique par l'augmentation des prix, notamment des prestations des services.

- Dépenses d'entretien et de maintenance des bâtiments, espaces verts, voiries et autres	1 682 k€
- Maintenance et locations informatiques	519 k€
- Frais de nettoyage et de gardiennage des locaux	465 k€
- Taxe foncière	348 k€
- Maintenance sur les biens mobiliers (véhicules, entretien équipements de chauffage ...)	266 k€
- Locations et charges	238 k€
- Assurances	164 k€

Les contrats de prestations de service, études et honoraires : 4 766 k€ (3 733 k€ en 2022)

Les principaux écarts par rapports à 2022 concernent les prestations de collecte et traitement des déchets (traduisant non seulement l'inflation des prix mais également la réforme de l'organisation de la collecte) et l'accueil du Tour de France. Les autres variations sont plus marginales.

Les dépenses sont ventilées par domaine d'action de la façon suivante :

- Collecte et traitement des déchets	2 490 k€
- Prestations sportives (dont accueil du Tour de France)	495 k€
- Habitat et accueil des gens du voyage	302 k€
- Culture (achats d'ouvrages, d'animations, de spectacles...)	287 k€

- Cohésion sociale	212 k€
- Informatique (achat de petits matériels et prestations)	170 k€
- Environnement	114 k€
- Actions économiques	111 k€
- Agriculture	93 k€
- Communication	66 k€
- Développement durable	56 k€
- Autres (urbanisme, tourisme, DG, finances, juridique...)	370 k€

Les mutualisations de services avec les communes représentent une dépense de 851 k€ (564 k€ au BP 2022).

Ces dépenses sont dirigées vers les compétences déchets ménagers (nettoyage des PAV par les communes), conservatoire (mise à disposition de locaux et remboursement charges locatives), famille (petite enfance, enfance et jeunesse pour le remboursement des fluides et d'entretien de l'occupation de locaux), équipements sportifs (mise à disposition des services communaux espaces verts), sites bords de Loire et gravière aux oiseaux (mise à disposition des services communaux espaces verts) ...

L'augmentation de cette dépense pour l'agglomération permet de neutraliser l'augmentation des dépenses supportées par les communes sur ces postes (impact du point d'indice et de l'inflation des prix). La constitution du service commun des archives Ville de Roanne-Roannais Agglomération entraîne également une augmentation de dépenses par rapport au BP 2022, qui est compensée en recettes.

Autres dépenses diverses 2 634 k€ (2 444 k€ en 2022)

- Frais de communication	756 k€
- Frais postaux et de télécommunication	293 k€
- Fournitures de petits équipements et d'entretien	228 k€
- Frais de déplacement et transport pour l'éducation physique	237 k€
- Achat d'œuvres pour les médiathèques	194 k€
- Frais de formation	179 k€
- Cotisations et adhésions (AMF, ADCF, ADIL, FSL ...)	112 k€
- Documentations techniques	49 k€
- Achats divers (fournitures administratives, vêtements de travail, alimentation...)	476 k€

1.2. Charges du personnel : 22 239 k€ (net : 18,3 M€ ; +1 M€, soit +5% / 2022)

La masse salariale évolue au gré des mutualisations/transferts de compétence et mouvements sur les postes (renforts, recrutements/départs), ainsi que de la revalorisation du point d'indice.

1.3. Atténuations de produits (reversement de fiscalité) : 20 282 k€ (stable/2022)

- Attributions de compensation versées aux communes	17 945 k€
- FNGIR et FPIC	2 337 k€

1.4. Autres Charges de gestion courante : 17 635 k€ (+1 483 k€, soit +9,2% / 2022)

L'augmentation par rapport au BP 2022 s'explique par l'augmentation des contributions au SEEDR du fait de la progression de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), des prestations de tri des emballages et papiers en mélange et au SDIS conformément aux annonces faites à l'été 2022 par le syndicat sur les contributions 2023.

- Contributions aux syndicats (SEEDR, SDIS, Roannaise de l'Eau ; SMRBV, SCoT, SIEL...)	11 097 k€
- Subventions aux associations (associations gestionnaires de crèches, sports, culture, tourisme, espace 2M, contrat de Ville 2023, CISP, enseignement, santé...)	3 236 k€
- Contributions aux organismes publics (subventions des budgets annexes, fonds de concours neutralité fiscale en fonctionnement, UJM, Polytech, CHU pour le self étudiant...)	1 934 k€
- Droit d'utilisation des applications (dites « en nuage »)	677 k€
- Indemnités des élus	587 k€
- Opérations diverses (aide aux étudiants pour le bénévolat, admission en non-valeur, opérations comptables ...)	104 k€

1.5. Charges financières (intérêts des emprunts) : 374 k€

1.6. Autres dépenses (provisions, régularisations ...) : 50 k€

1.7. Opérations d'ordre (amortissements) : 8 204 k€

1.8. Virements à la section d'investissement : 150 k€**2. Recettes de fonctionnement : 83 838 k€****2.1. Atténuation de charges (indemnités journalières) : 250 k€****2.2. Redevances et produits des services : 5 772 k€ (+827 k€, soit +16,7% / 2022)**

Ces recettes sont en augmentation soit parce qu'elles viennent en remboursement de charges elles-mêmes en augmentation (ex : mise à disposition de personnel, du fait l'augmentation du point d'indice), soit parce qu'elles correspondent à de nouvelles mises à dispositions ou à des développement de mises à disposition existantes (ex : service paie avec le CD42, SCoT avec le syndicat mixte, services archives avec la Ville de Roanne), soit enfin parce que les services anticipent un développement de leurs recettes en lien avec la fréquentation et les nouveaux tarifs (ex : sports, culture).

- Remboursement des mises à disposition de personnels et de services	4 545 k€
- Produits des services sportifs et de loisirs (entrées à la piscine, à la patinoire...)	887 k€
- Produits des services culturels (recettes du Conservatoire, de la saison culturelle, de la Cure...)	231 k€
- Diverses recettes	109 k€

2.3. Impôts et taxes : 56 012 k€ (+2 958 k€, soit +5,6% / 2022)

La fiscalité marque une forte progression entre 2022 et 2023, qui s'explique par la revalorisation des bases fiscales (ici intégrée à hauteur de +3,5%/ 2022) et la dynamique de la consommation nationale jouant très positivement sur la fraction de TVA nationale reversée à l'Agglomération. Les produits de CFE et de CVAE (part restante en 2023) sont projetés avec la même dynamique que celle observée en moyenne sur les dernières années. Les produits de TASCOT, IFER et THRS sont inscrits en stabilité par rapport à 2022. Tous les taux sont stables par rapport à 2022.

- Fraction de TVA nationale compensant la suppression de la taxe d'habitation	18 280 k€
- TEOM	13 300 k€
- CFE	11 000 k€
- CVAE et part de TVA nationale compensatrice de la suppression progressive de la CVAE	6 200 k€
- Taxes foncières (bâtie et non bâtie)	3 240 k€
- TASCOT	1 400 k€
- GEMAPI	1 000 k€
- TH sur les résidences secondaires	700 k€
- IFER	550 k€
- Autre fiscalité (taxe de séjour, attributions de compensations reçues...)	342 k€

2.4. Dotations, subventions et participations : 17 653 k€ (stable / 2022)

- Fraction de TVA nationale compensant la suppression de la taxe d'habitation	18 280 k€
- Dotation globale de fonctionnement	11 700 k€
- Dotations de compensation	3 300 k€
- Subvention pour la réforme de la collecte des déchets ménagers	1 175 k€
- Autres dotations, subventions et participations (CAF, emplois et actions subventionnés...)	1 478 k€

2.5. Produits de gestion courante : 2 141 k€ (+703 k€, soit +48,9 % / 2022)

L'augmentation tient principalement aux produits issus de la revente des déchets triés, en lien avec l'augmentation du prix des matières premières.

- Revente des déchets triés	942 k€
- Loyers perçus	899 k€
- Remboursements de charges immobilières	282 k€
- Recettes diverses (ex : remboursement d'assurance suite à sinistre)	18 k€

2.6. Autres produits (financiers, reprise de provisions, régularisations ...) : 167 k€**2.7. Opérations d'ordre (amortissement des subventions d'investissement) : 1 844 k€****3. Dépenses d'investissement : 22 777 k€****3.1. Opérations réelles : 11 673 k€**

- Déchets ménagers : travaux de badgeage des déchèteries (339 k€), acquisitions de nouveaux bacs et bennes de ramassages (2 100 k€). Il est notamment inscrit pour 312 k€ de menus travaux et d'acquisitions pour le centre technique (compacteurs, bennes, collecteur d'huile, matériels de réparations ...)	2 439 k€
- Centre aqualudique : assistance de maîtrise d'œuvre pour les études d'architecture, d'environnement et de la mode gestion (115 k€), fouilles archéologiques (420k€), et prestations de conceptions (1 370 k€)	1 910 k€
- Plan local de l'habitat : conventions OPHEOR, règlements anciens et règlements de 2023	1 039 k€
- Parc agroalimentaire : études (Site Marcelet Ouest, Cuisine centrale, bâtiment bio-cultura, irrigation), travaux de création du bassin de stockage, et travaux de réseaux	1 085 k€
- Travaux de maintenance et d'amélioration des bâtiments et structures publics (dont sportifs) : travaux sur l'isolation de la façade du bâtiment Helvétique (700k€), l'accès au futur site de la société SFAM (340 k€), mises aux normes électriques et incendies pour l'accueil des gens du voyage (78 k€), changement du groupe froid au technopole (100 k€), travaux de mises aux normes fédérales et de régie de son à la patinoire (85 k€), installation d'une CUBE de projection à la Halle (61 k€) ...	1 751 k€
- Acquisitions de matériels et de prestations informatiques : acquisitions et renouvellements de matériels (245 k€), sécurité informatique (100k€), signatures électroniques (80k€), archivage électronique (80k€), ...	826 k€
- Aménagement environnemental : travaux Matel et gravières aux oiseaux (185k€), prestations de replantage d'arbres et rénovation d'éclairage public sur la plage de Villerest (48k€)	233 k€
- Plan vélo : pose de jalonnement (116k€), subventions aux communes (183k€)	279 k€
- Travaux de voirie : passage au LED de l'éclairage public sur des voiries communautaires	245 k€
- Route des vins : fin des prestations de la mise place du circuit	244 k€
- Village d'insertion et de formation : frais d'études	150 k€
- Fonds de concours : fonds de concours neutralité fiscale (240k€) et pour le développement des gîtes et chambres d'hôte (100k€)	340 k€
- Réserve foncière : crédits pour d'éventuels projets, non définis encore	100 k€
- Divers : l'aide à l'immobilier (87k€), étude pour l'hydroélectricité (20k€), transfert de la zone Bonvert (297 k€), achat et aménagement de terrain de vigne (13k€), renouvellement parc automobile (100 k€), site internet mutualisé (29 k€), acquisitions divers (187 k€)	733 k€

3.2. Autres immobilisations : 785 k€

Ce chapitre héberge les avances en compte courant : 210 k€ pour la géothermie, 500k€ pour massification solaire, 64 k€ pour le parc photovoltaïque de Luance-Tendance, 10 k€ à Média Roanne ...

3.3. Avances aux budgets annexes : 5 361 k€

- Budget annexe d'aménagement de zones	826 k€
- Budget annexe équipements de tourisme et de loisirs	4 535 k€

3.4. Remboursement du capital de la dette : 2 005 k€

3.5. Opérations d'ordre : 2 953 k€

- Opérations de section à section	1 844 k€
- Opérations patrimoniales (crédits permettant l'intégration des équipements publics de phase 3 de la zone de Bonvert)	1 109 k€

4. Recettes d'investissement : 22 777 k€

4.1. Subventions d'investissement reçues : 2 004 k€, dont

- Parc agroalimentaire	1 500 k€
- Participations des adhérents de la DTNSI	436 k€

4.2. Dotations (FCTVA) : 1 397 k€

4.3. Cessions : 713 k€

4.4. Remboursement des avances et cautions : 150 k€**4.5. Emprunts d'équilibre : 9 050 k€****4.6. Opérations d'ordre 9 463 k€**

- Opérations de section à section (amortissements) 8 204 k€
- Opérations patrimoniales (permettant l'intégration des équipements publics de Bonvert) 1 109 k€
- Virement de la section de fonctionnement 150 k€

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 2021-032 du 28 janvier 2021 approuvant l'expérimentation sur la période 2022-2023 par Roannais Agglomération du Compte Financier Unique impliquant l'application du référentiel budgétaire et comptable M57 ;

Vu le rapport d'orientations budgétaires 2023 présenté au Conseil Communautaire du 24 novembre 2022 ;

Vu le rapport présenté ci-dessus ;

Vu l'avis de la Commission Ressources du 21 novembre 2022 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Adopte le budget général de l'exercice 2023 au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre opération pour la section d'investissement.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Chap.	Libellé	BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	13 099 800	14 903 608
012	Charges de personnel	20 752 200	22 239 599
014	Atténuation de produits	20 319 200	20 281 850
65	Autres charges de gestion courante	16 152 200	17 635 443
66	Charges financières	357 700	373 500
67	Charges exceptionnelles	11 000	10 000
68	Provisions	38 000	40 000
Total des dépenses réelles		70 730 100	75 484 000
023	Virement section investissement	666 500	150 000
042	Opérations d'ordre de transfert entre les sections	7 942 400	8 204 000
Total des dépenses d'ordre		8 608 900	8 354 000
TOTAL DES DEPENSES		79 339 000	83 838 000

RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
Chap.	Libellé	BP 2022	BP 2023
013	Atténuations de charges	79 000	250 000
70	Redevances et produits des services	4 945 200	5 771 971
73	Impôts et taxes	16 874 100	18 457 206
731	Fiscalités locales	36 180 600	37 555 070
74	Subventions et dotations	17 673 600	17 652 668
75	Produits de gestion courante	1 437 500	2 140 095
76	Produits financiers	4 100	1 500
77	Produits exceptionnels	3 000	3 000
78	Reprise sur provisions	10 000	162 000
Total des recettes réelles		77 207 100	81 993 510
042	Opérations de section à section	2 131 900	1 844 490

<i>Total des recettes d'ordre</i>	2 131 900	1 844 490
TOTAL DES RECETTES	79 339 000	83 838 000

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	BP 2022	BP 2023
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	2 399 300	2 004 900
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	312 000
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTAC.A DES PARTIC.	200	1 000
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 110 000	6 145 066
100	DTNSI	91 000	268 300
101	SYSTÈME D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES	0	7 700
102	MATERIELS DIVERS MOYENS GENERAUX	642 700	561 392
140	BATIMENTS PETITE ENFANCE	0	9 900
170	AMENAGEMENT ENVIRONNEMENTAL TOURISTIQUE FLEUVE LOI	132 000	185 000
171	POLE TOURISTIQUE DE VILLEREST/COMMELE VERNAY	105 000	48 000
198	FONDS DE CONCOURS D'INVESTISSEMENT AUX COMMUNES	284 000	240 000
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	188 000	100 000
254	TRAVAUX AMELIORATION BATIMENTS ECONOMIQUES	43 100	357 430
257	MOBILIER ET DIVERS TOUS BATIMENTS ECONOMIQUES	14 000	4 000
1007	CENTRE AQUATIQUE	1 065 000	1 910 000
1010	DISPOSITIF D'AIDE A L'IMMOBILIER	0	87 000
1013	PLAN LOCAL DE L'HABITAT 2016-2021	828 000	425 000
10131	PLH FORFAIT OPHEOR	430 000	613 620
1014	OPERATIONS DE VOIRIE	0	245 000
1016	TRAVAUX ET ACQUISITION DECHETS MENAGERS	217 000	297 300
1017	TRAVAUX AMELIORATION BATIMENTS DIVERS	150 400	1 054 700
1018	TRAVAUX AMELIORATION BATIMENTS SPORTIFS	82 000	284 700
1019	REAMENAGEMENT 12 AVENUE DE PARIS	2 000 000	10 000
1020	MARAICHAGE	0	5 000
1024	PART AU SIEL P/ BORNES RECHARGE ELECTRIQUE	160 000	0
1028	REAMENAGEMENT ET TRANSFORMATION NAUTICUM	1 115 000	500
1030	DEVELOPPEMENT PHOTOVOLTAIQUE	150 000	0
1032	SCHEMA DIRECTEUR DE LA TRANSITION NUMERIQUE	260 000	305 000
1034	PARC AGRO ALIMENTAIRE DU ROANNAIS	450 000	1 085 000
1035	PLAN VELO	358 000	279 000
1036	RESERVES FONCIERES	285 000	100 000
1037	MOBILIER URBAIN ET AMENAGEMENTS EXTERIEURS	13 800	24 725
1038	TRANSITION ENERGETIQUE	0	20 000
1040	REORGANISATION COLLECTE DECHETS MENAGERS	6 263 000	2 439 000
1042	ROUTE DES VINS	300 000	243 600
1043	VILLAGE D'INSERTION ET DE FORMATION	0	150 000
<i>Total des dépenses réelles</i>		19 136 500	19 823 833
040	Amortissements	2 131 900	1 844 490
041	Opérations patrimoniales	203 000	1 108 677
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		2 334 900	2 953 167
TOTAL DES DEPENSES		21 471 400	22 777 000

RECETTES D'INVESTISSEMENT			
Chap.	Libellé	BP 2022	BP 2023
10	Dotations (FCTVA) + Affectation de résultat	2 189 600	1 397 000
13	Subventions d'investissement dont :	841 400	2 103 758
	<i>Sans opération</i>	8 600	47 244
	<i>100 : DTNSI</i>	32 040	181 292
	<i>102 : Matériels divers moyens généraux</i>	74 100	
	<i>170 : Aménagement environnemental touristique fleuve Loire</i>	147 860	
	<i>1019 : Construction 12 avenue de Paris</i>		20 100
	<i>1024 : Part au SIEL pour bornes recharge électrique. Surcoût lié à l'acquisition de bornes plus performants</i>	80 000	
	<i>1028 : Réorganisation des centres nautiques</i>	300 000	
	<i>1032 : Schéma directeur de la transition numérique et des systèmes d'information</i>	189 600	255 122
	<i>1034 : Parc Agroalimentaire</i>		1 500 000
	<i>1036 : Réserves foncières</i>		100 000
	<i>1037 : Mobilier urbain et aménagements extérieurs</i>	9 200	
16	Emprunts et dettes	8 079 800	9 065 000
27	Autres immobilisations	196 700	135 912
024	Cessions	1 352 000	612 653
Total des recettes réelles		12 659 500	13 314 323
021	Virement de la section de fonctionnement	666 500	150 000
040	Amortissements	7 942 400	8 204 000
041	Opérations patrimoniales	203 000	1 108 677
Total des recettes d'ordre		8 811 900	9 462 677
TOTAL DES RECETTES		21 471 400	22 777 000

- Approuve le versement, par le budget général aux budgets annexes concernés, au fur et à mesure de leurs besoins, les subventions d'équilibre dans la limite des montants ci-après :

- Budget annexe équipements de tourisme et de loisirs : 566 000 € ;
- Budget annexe des transports : 522 346 €.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne